

Écrit par Sidwaya

Mardi, 31 Juillet 2018 15:05 - Mis à jour Mardi, 31 Juillet 2018 15:11



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a participé aux côtés de ses homologues, le lundi 30 juillet 2018, à Lomé au Togo, au sommet conjoint des chefs d'Etat et de gouvernements de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) sur le terrorisme.

Premier du genre, le sommet conjoint CEDEAO-CEEAC a adopté une Déclaration dite de Lomé définissant une approche commune sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les 26 pays des deux espaces sous régionaux. Les échanges à huis clos des chefs d'Etat ont été essentiellement consacrés à l'examen de la situation sécuritaire dans les deux espaces communautaires. Du communiqué final, il ressort que les chefs d'Etat et de gouvernements ont décidé d'avoir une vision partagée des menaces sécuritaires et une approche commune des solutions à y apporter. Au titre de la paix et de la stabilité, ils s'engagent à coopérer pour prévenir les conflits, promouvoir la paix et la stabilité dans les deux régions, à travers notamment la mise en place et le renforcement au niveau national et régional, de mécanismes d'alerte précoce et de réponses rapides aux crises impliquant la société civile, les leaders d'opinion, les femmes, les jeunes ... Les chefs d'Etat ont également décidé d'adopter lors de leur prochain sommet, un cadre régional portant convergence des principes constitutionnels au sein de la CEDEAO et de la CEEAC.

Lutter efficacement contre le terrorisme

Au titre de la sécurité, ils ont pris l'engagement de renforcer leur coopération afin de lutter efficacement contre toutes les formes d'insécurité. A cet effet, ils ont instruit le président de la commission de la CEDEAO, Kassi Jean Claude Brou et le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-mi, d'initier des négociations entre les Etats des deux régions, en vue de conclure et de mettre en œuvre des accords d'entraide et de coopération judiciaire, notamment en matière de police criminelle avant fin 2018. Quant aux conflits agriculteurs-éleveurs, les deux communautés ont chargé leurs ministres de tutelle d'initier des consultations régulières avec les organisations d'agriculteurs et d'éleveurs, dans le but de prévenir et de gérer pacifiquement les conflits.

Concernant la prévention et de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le sommet a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation en Libye qui impacte les deux communautés. Il a également salué l'engagement des pays membres de la Force multinationale du Bassin du Lac Tchad et de la Force conjointe du G5 Sahel. Il a été demandé à tous les Etats membres d'apporter un appui matériel, financier, technique et en renseignements aux forces armées des Etats engagés dans la lutte contre le terrorisme. Pour ce faire, le sommet a demandé aux Nations unies de placer la Force du G5 Sahel sous le chapitre 7 de la Charte de l'ONU, en vue de lui assurer un financement durable. Les chefs d'Etat se sont portés garants pour renforcer mutuellement les capacités de leurs FDS dans le domaine de la formation du personnel, des exercices conjoints, du renseignement et du respect des droits de l'homme. Ils ont, par ailleurs, invité les ministres en charge de la sécurité à proposer aux présidents de la commission de la CEDEAO et au Secrétaire général de la CEEAC, des mécanismes et procédures idoines permettant le partage sécurisé de renseignements et d'informations entre les Etats. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de mettre en place un comité ministériel de suivi de la mise en œuvre des décisions du Sommet qui doit se réunir une fois par an en marge du sommet ordinaire de l'Union africaine. Cette rencontre se tiendra tous les deux ans de manière alternative dans l'une ou l'autre des deux communautés. A ce titre, le prochain sommet conjoint aura lieu en 2020 au Tchad. Sur la situation en Centrafrique, les chefs d'Etat ont exprimé leur solidarité envers les autorités légitimes et le peuple centrafricain et leur soutien à l'initiative pour la paix et la sécurité dans ce pays.

Mutualiser les efforts

A l'ouverture des travaux, le président de la République togolaise et président en exercice de la CEDEAO, Faure Essozimna Gnassingbé, a rappelé que la proximité géographique, socioculturelle et économique entre l'Afrique centrale et l'Afrique occidentale crée des liens, interdépendances et influences des Etats et des populations. En effet, a-t-il expliqué, le partage des frontières terrestres et maritimes communes rend les deux entités vulnérables aux nombreuses menaces sécuritaires et environnementales (piraterie, trafic de pétrole, trafic d'armes, d'êtres humains, blanchiment d'argent, etc). Pour le président Faure, ce sommet écrit une nouvelle page de la coopération entre les deux communautés économiques. Pour sa part, le chef de l'Etat gabonais et président en exercice de la CEEAC, Ali Bongo Ondimba, le Centre inter-régional de coordination (CIC) né du sommet de Yaoundé et la Force mixte multinationale contre Boko Haram prouve à suffisance, que toute approche collective face aux défis sécuritaires des deux régions est opportune. Il recommande ainsi d'élargir le champ de coopération interrégionale aux autres questions sécuritaires, notamment les flux migratoires, qui selon lui, impactent clairement la sécurité des Etats. Il a également émis le vœu que le sommet de Lomé soutienne l'idée de la mise en place d'un mécanisme mixte CEEAC-CEDEAO qui examinerait de façon régulière les questions sécuritaires de l'espace communautaire.

Le secrétaire général des Nations unies, par la voix de son représentant spécial et chef du Bureau pour l'Afrique de l'Ouest, Dr Mohamed Ibn Chambas, a salué ce «pas important dans la bonne direction que l'ONU est déterminée à soutenir, faciliter et encourager». Au-delà, a-t-il précisé, l'ONU continuera de mobiliser l'assistance internationale pour les initiatives comme la stratégie de stabilisation du Bassin du lac Tchad, la Force G5 Sahel et la Force multinationale mixte de la Commission du Bassin du lac Tchad. Toutefois, a-t-il dit, ces efforts ne sauraient porter fruit sans s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, dont les nombreux déficits de gouvernance interne.

C'est aussi la vision de l'engagement de l'Union africaine (UA), exprimée par le président de sa Commission, Moussa Faki Mahamat, qui estime qu'il est indispensable de mutualiser les moyens et les efforts, d'adapter les méthodes et approches aux exigences de l'heure.

Jean-Marie TOE

Lutte contre le terrorisme : La CEDEAO et la CEEAC font front commun

Écrit par Sidwaya

Mardi, 31 Juillet 2018 15:05 - Mis à jour Mardi, 31 Juillet 2018 15:11

Envoyé spécial à Lomé (Togo)

Sidwaya